

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ETHNOCENTRISME ET LE REGIONALISME

C/2124 D, Quartier Mènontin, Immeuble TOMEDE

Compte bancaire N° **020043550216 BSIC**

01 BP 2769 Cotonou - Cel. +(229) **97087192/94191613**

E-Mail : alcrerpara@yahoo.fr , Site Web : www.alcrer.bj

Avis d'appel à concurrence pour le recrutement d'un (e) consultant (e) pour l'élaboration du Guide de suivi citoyen de la commande publique dans les communes



Dans le cadre de l'exécution de son projet « *Transparence et Redevabilité dans les communes* » qui a reçu le soutien technique et financier de la GIZ à travers le projet « *Réforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat* » (ReFORME), l'ONG ALCRER a planifié pour l'année 2022 **l'élaboration du Guide de suivi citoyen de la commande publique dans les communes**. A cet effet, ALCRER sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondants aux qualifications requises pour élaborer un document grand public sur le suivi de la commande publique par les OSC dans les communes béninoises.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'ONG ALCRER à alcrerpara@yahoo.fr et prendre connaissance des documents de l'appel au secrétariat de l'ONG sis à l'étage de l'immeuble TOMEDE à 100 m de la télévision Canal 3 en allant au carrefour Bénin Marché ou Bank Of Africa (BOA), C/2124 D, Quartier Mènontin, Cotonou, 01 BP 2769, Tél. : 97.08.71.92/ 94 19 16 13.

Pour plus de détails sur le contenu de la mission, les termes de référence de l'activité sont publiés sur la site web de la Maison de la Société Civile (MdSC) : <https://www.mdscbenin.org/2022/08/04/recrutement-dun-e-consultant-e-pour-le-laboration-du-guide-de-suivi-citoyen-de-la-commande-publique-dans-les-communes/>

Les candidats (es) enverront leurs dossiers par mail à l'adresse alcrerpara@yahoo.fr au plus tard le **15 août 2022 à 23h59 (heures du Bénin)** avec pour objet « **Recrutement consultant(e) – Elaboration du Guide de suivi citoyen de la commande publique** ».

L'ONG ALCRER se réserve le droit de ne pas donner suite à cet avis d'appel à concurrence.